



Démographie

France : un pays où normalement on vit vieux

L'espérance de vie mondiale à la naissance (sexes confondus) est estimée à 73 ans en 2019 ⁽¹⁾. C'est en Europe qu'elle est la plus élevée (79 ans). Dans l'Union européenne (à vingt-huit), elle grimpe à 81 ans. C'est néanmoins au Japon que l'espérance de vie est la plus haute (85 ans) – 88 ans pour les femmes et 81 ans pour les hommes. Au deuxième rang, se trouve la Suisse (84 ans). La France métropolitaine se situe au 16^e rang (83 ans). Au 230^e rang, la République Centrafricaine ferme le classement avec une espérance de vie de 51 ans.

La Chine – pays le plus peuplé au monde – se classe au 73^e rang avec une espérance de vie à la naissance de 77 ans. Elle enregistre 154 000 décès d'enfants de moins d'un an par an, soit un taux de mortalité infantile de 9 pour mille naissances vivantes (113^e rang) ⁽²⁾. L'Inde – deuxième pays le plus peuplé – se classe au 155^e rang avec une espérance de vie à la naissance de 70 ans. Elle enregistre 727 000 décès d'enfants de moins d'un an par an, soit un taux de mortalité infantile de 30 pour mille naissances vivantes (193^e rang).



Emploi

Chez les jeunes, un ressenti mitigé sur l'utilité des études

Dans *Insee Focus* n° 153 du 2 mai 2019, Tiaray Razafindravona analyse le ressenti que les jeunes ont de l'utilité de leurs études pour la réalisation des tâches dans leur emploi actuel ⁽³⁾. Il s'agit d'une enquête européenne que l'Insee a réalisée en France en 2016 auprès de 14 000 jeunes de 15 à 34 ans, ayant terminé leurs études et en emploi.

En 2016, 70 % des jeunes de 15 à 34 ans ayant achevé leurs études occupent un emploi. Le taux varie de 43 % pour ceux qui n'ont pas de diplôme plus élevé que le brevet des collèges à 84 % pour les diplômés de l'enseignant supérieur. Parmi l'ensemble de l'effectif enquêté, 45 % jugent que leurs études les aident beaucoup dans leur travail, mais 33 % considèrent qu'elles leur ont été très peu utiles, voire pas du tout. Ce sentiment est nuancé selon le diplôme obtenu : les études sont jugées très utiles pour 57 % des diplômés du supérieur, mais seulement par 14 % des personnes n'ayant pas de diplôme plus élevé que le brevet des collèges.

La perception d'études qui aident beaucoup dans son travail est croissante avec le niveau de diplôme supérieur : hors paramédical et social, 47 % des jeunes titulaires d'un bac+2 estiment que leurs études sont utiles dans leur travail. Ils sont 54 % au niveau bac+3/4 et 60 % pour le bac+5 ou plus. D'une façon générale, au-delà de bac+2, les formations des domaines scientifiques et tech-



(1) – Gilles Pison (Muséum national d'histoire naturelle et Institut national d'études démographiques), « Tous les pays du monde (2019) », *Population & Sociétés* n° 569 de septembre 2019 (8 pages). L'approche par pays est effectuée sur des bases géographiques.

(2) – La France métropolitaine est au 40^e rang avec un taux de 3 pour 1 000.

(3) – « 45 % des jeunes en emploi considèrent que leurs études les aident beaucoup dans leur travail ».

niques sont plus souvent jugées très utiles pour le travail que celles en lettres, sciences humaines, gestion et droit. La situation des diplômés du champ paramédical et social est particulière : 92 % des diplômés (tous diplômes confondus) considèrent que leurs études les aident beaucoup dans leur travail.

Le ressenti est également lié à la qualification de l'emploi. Ainsi, 46 % de ceux qui considèrent que leurs études ne les aident pas du tout dans leur travail sont ouvriers ou em-

ployés non qualifiés, alors que ces derniers ne représentent que 10 % de ceux qui les jugent très utiles.

L'articulation entre l'intérêt des études pour le travail exercé induit l'envie d'un changement d'emploi. Ainsi, 23 % des jeunes interrogés jugeant que leurs études ne les aident pas du tout dans leur emploi souhaitent en changer, alors que c'est le cas pour seulement 10 % des jeunes considérant leurs études très utiles pour leur travail actuel.



Collectivités territoriales

Communes : sous la barre des 35 000 au 1^{er} janvier 2019

Les *collectivités locales en chiffres 2019*, publié par la Direction générale des collectivités locales, donne le chiffre de 34 970 communes en France au 1^{er} janvier 2019 (y compris les 129 dans les départements d'outre-mer). Leur nombre était passé sous la barre des 36 000 au 1^{er} janvier 2016 et il est passé sous celle des 35 000 au 1^{er} janvier 2019.

La diminution du nombre de communes s'explique par la création des communes nouvelles : 239 ont été créées au 1^{er} janvier 2019, issues de la fusion de 626 communes.

Par contre, conformément à la loi, il ne pouvait pas y avoir de création de communes nouvelles pendant l'année précédant les élections municipales.

Au 1^{er} janvier 2019, la France compte encore 869 communes ayant moins de 50 habitants pour une population municipale totale d'un peu plus de 29 700 habitants (millésimée 2016). Environ la moitié des communes (52,6 %) comptent moins de 500 habitants et elles regroupent 6,2 % de la population. Près de neuf sur dix (89,5 %) comptent moins de 3 000 habitants et regroupent 29,1 % de la population. À l'opposé, 42 communes ont plus de 100 000 habitants (en 2016) et elles concentrent 15,1 % de la population. Aux premiers rangs, Paris (avec près de 2,2 millions d'habitants), Marseille (862 211), Lyon (515 695), puis Toulouse (475 438), Nice (342 637), Nantes (306 694). Rennes est la 11^e ville de France (216 268) ; Angers, la 18^e (151 229) ; Le Mans, la 23^e (142 991)...

www.ceas53.org

« **Ne pas perdre la mémoire pour inventer demain** » (15/06/2020) – rubrique « Publications », « CÉASsement votre ! »

Combien avons-nous été, ces derniers mois, à nous réjouir de la qualité de l'air, du chant des oiseaux et des images insolites d'animaux réinvestissant des territoires qu'ils avaient abandonnés ? La nature reprend un peu ses droits quand les humains arrêtent de se croire tout permis. Mais qu'elles ont été de courte durée les promesses du confinement vis-à-vis de notre planète !

[Lire la suite](#)



La pensée
hebdomadaire

« Avant l'apparition du virus, les êtres humains de tous les continents avaient les mêmes problèmes : la dégradation de la biosphère, la prolifération des armes nucléaires, l'économie sans régulation qui accroît les inégalités... Cette communauté de destin, elle existe, mais comme les esprits sont angoissés, au lieu d'en prendre conscience, ils se réfugient dans un égoïsme national ou religieux. Bien entendu, il faut une solidarité nationale, essentielle, mais si on ne comprend pas qu'il faut une conscience commune du destin humain, si on ne progresse pas en solidarité, si on ne change pas de pensée politique, la crise de l'humanité s'en trouvera aggravée. Le message du virus est clair. Malheur si nous ne voulons pas l'entendre. »

Edgar Morin, sociologue et philosophe, « Le confinement peut nous aider à commencer une détoxification de notre mode de vie » (propos recueillis par David Le Bailly et Sylvain Courage), publié le 18 mars 2020 sur le site de L'Obs.